

Au cours des 36 dernières heures, ont été jetées les fondations d'une nouvelle structure des relations politiques et de sécurité entre nos pays. Le moment est historique. Les ministres des Affaires Etrangères de nos pays se sont réunis pour la première fois depuis que s'est instaurée en Europe de l'Est une ère nouvelle de démocratie et de liberté.

Nous nous retrouvons ici, non pas comme adversaires de vieille date, mais comme nouveaux partenaires qui s'attèlent à la tâche difficile d'une paix durable en Europe.

Nous sommes aussi appelés à relever un nouveau type de défi. Il s'agit non pas tant d'amorcer le changement mais plutôt de le canaliser pour qu'il soit durable et que ses effets soient facteurs de stabilité. En fait nous, ministres, devons rester au diapason du changement.

Pour aborder ce terrain inexploré, je constate que nous avons beaucoup en commun. Et ce que nous avons en commun ne tient pas uniquement au point de détails mais à une même conception de l'objectif et de la mission que nous nous sommes fixé.

En tant que Président, je peux me payer le luxe de vous exposer brièvement ce en quoi consistent ces points communs : premièrement, je pense que nous rendons tous à la réalité que nous sommes entrés dans une ère nouvelle des relations Est-Ouest, une ère où les distinctions traditionnelles entre les termes "Est" et "Ouest" commencent à s'estomper.

Deuxièmement, il me semble se dégager un consensus sur l'opportunité d'agir rapidement. Agir rapidement pour consolider les acquis et faire en sorte que tout changement futur contribue à accroître notre sécurité commune plutôt qu'à la diminuer.

Troisièmement, on semble s'accorder à dire que le double objectif de stabilité et de prévisibilité doit primer tout le reste. Nous devons aplanir le chemin à suivre et maximiser la prévisibilité du changement.

Quatrièmement, les participants ici réunis partagent la conviction que la réduction des forces au niveau le plus bas possible, sous réserve des exigences nationales de sécurité, doit être l'une des pièces maîtresses de notre futur cadre de sécurité.

Cinquièmement, on s'entend, il me semble, sur la nécessité de donner de la sécurité une définition plus large et d'agir en fonction de cette nouvelle définition. C'est ainsi qu'il faudrait lui incorporer les concepts du renforcement de la confiance, de la vérification et de la légitimisation des frontières.

Sixièmement, nous convenons tous à mon avis que toute structure nouvelles des relations en Europe suppose clairement que l'Amérique du Nord continue de prendre part au débat des divers conseils européens.

